



République Démocratique du Congo



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Secrétariat Général du Développement Rural

Rapport des résultats 2019

**PROJET D'EXTENSION ET DE
CONSOLIDATION DE LA GESTION DES
SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS
LA PROVINCE DU SUD KIVU (PROGEAU –
SUD KIVU) RDC 1620111
RD CONGO**



TABLE DES MATIÈRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1 ACRONYMES.....	4
2 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1 . FICHE D' INTERVENTION	6
2.2. AUTO-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.1.1 <i>Pertinence</i>	7
1.1.2 <i>Efficacité</i>	7
1.1.3 <i>Efficiencie</i>	7
1.1.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
3 MONITORING DES RÉSULTATS.....	9
3.1 EVOLUTION DU CONTEXTE	9
3.1.1 <i>Contexte général et institutionnel</i>	9
3.1.2 <i>Contexte de gestion</i>	10
3.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	11
3.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
3.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
3.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
3.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
3.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	16
3.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
3.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
3.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	18
3.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	19
3.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	20
3.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	20
3.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	21
3.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
4 SUIVI BUDGÉTAIRE	22
5 RISQUES ET PROBLÈMES	23
6 SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	34
6.1 AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	34
6.2 AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	34
6.3 AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	34
7 THÈMES TRANSVERSAUX	34
7.1 ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	34
7.2 GENRE.....	35
7.3 DIGITALISATION	35
8 LEÇONS APPRISSES.....	37
8.1 LES SUCCES.....	37

8.2 LES DEFIS	37
8.3 QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	38
8.4 SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	38
9 PILOTAGE	38
9.1 MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	38
9.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	39
9.3 REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	41
9.4 RECOMMANDATIONS	41
10 ANNEXES.....	42
10.1 CRITÈRES DE QUALITÉ	42
10.2 CADRE LOGIQUE MIS À JOUR	45
10.4 APERÇU DES MORE RESULTS.....	48
10.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	49
10.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	50

1 Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
AEPA	Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire (élective)
AGD	Assemblée Générale des Délégués (ASUREP)
APS	Avant-Projet Sommaire
ASILI	ONG locale active dans la distribution d'eau dans les quartiers périphériques de la ville Bukavu (en Swahili : coutume ou tradition)
ASUREP	Association des Usagers des Réseaux d'Eau Potable
AT	Assistant Technique
AVSI	Association Volontaire pour le Service International
BD	Bande Dessiné
BE	Bureau d'Etudes
BF	Borne Fontaine
BP	Branchement Particulier ou domiciliaire ou privé
C4D	Communication pour le développement (communication for the development)
CA	Conseil d'Administration
CARITAS/BDD	Bureau Diocésain de Développement (BDD)
CIRC	Comité International de la Croix Rouge
CNAEHA	Comité National de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
COFIL	Comité de Pilotage
COMPAR	Comité des Partenaires
CPAÉHA	Comité Provincial de l'Action de l'Eau, Hygiène et Assainissement
CS	Convention Spécifique
DAO	Document d'Appel d'Offre
DFID	Department For International Development
DPO	Délégué à Pied d'Œuvre
DSPE	Délégation du Service Public de l'Eau
DTF	Document Technique et Financier
Enabel	Agence belge de développement, ex CTB
ETD	Entité Territoriale Décentralisée
EVA,	École et Village Assainis
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement global)
IRC	International Rescue Committee
MERCY CORP	ONG internationale active dans la distribution d'eau dans la ville de Bukavu
Minider ou MDR	Ministère du Développement Rural
MONOP	Monitoring Opérationnel
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC
MP	Marché Public
MSF/France	Médecins Sans Frontière / France

MTR	Medium Terms Review
OCC	Office Congolaise de Contrôle
OXFAM UK	Oxford Committee for Famine Relief United Kingdom
PIT	
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PROGEAU	Programme Eau (ProgEau)
PV	Procès-Verbal
PVC	Polychlorure de vinyle
Q3	Troisième trimestre
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de distribution d'eau
RHE	Ressources Hydrauliques et Electricité
ROI	Règlement d'Ordre Intérieur
RR	Représentant Résident
SGC	Service de Génie et Construction
SK	Sud Kivu
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SIG	Système d'Information Géographique
SNHR	Service National d'Hydraulique Rurale
SWA	Sanitation and Water for All
TDR	Technicien de Développement Rural
UCB	Université Catholique de Bukavu
UG	Unité de Gestion
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

2 Aperçu de l'intervention

2.1. Fiche d' intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'extension et de consolidation de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement dans la Province du Sud-Kivu (PROGEAU SUD-KIVU)
Code de l'intervention	RDC 16 201 11
Localisation	Province du Sud-Kivu/Rd Congo
Budget total	2 100 000 EUR
Institution partenaire	Gouvernement Provincial du Sud-Kivu
Date de début de la Convention spécifique	16 décembre 2016
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	13/12/2017
Date prévue de fin d'exécution	10/12/ 2021
Date de fin de la Convention spécifique	16 décembre 2021
Groupes cibles	Les populations des villages et hameaux qui seront desservis par les réseaux de Nduba, Cishadu, Lujambo, Mwendo/Mudaka et des habitants de l'Ile d'Idjwi Nord
Impact¹	Les conditions de vie des populations rurales du Sud-Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5 réseaux d'alimentation en eau potable ciblés
Outputs	R.1. Des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et avec des technologies appropriées R.2. La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP R.3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans la zone couverte par le projet. R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées
Année couverte par le rapport	2019

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.2. Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Le problème d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement demeure une vive préoccupation au niveau des politiques provinciales, nationales, bilatérales et multilatérales en RD Congo. Le PROGEAU en contribuant à la mise en place de la DSPE entre les ASUREP et les Entités Territoriales Décentralisées, vise à permettre et consolider un accès à l'eau potable à plus de 105000 personnes. Il s'inscrit donc dans la ligne directe des réponses à apporter à la problématique de l'accès à l'eau en assurant une réponse rapide et à moyen terme.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'atteinte de l'objectif principal est garantie à l'issue du projet en termes de qualité (présence de réseaux physiques et d'ASUREP formées) sur les 5 réseaux.

En effet, les stratégies ont été adaptées en cours d'intervention, par ex l'approche ASUREP pour le monde rural est revue), les moyens pour réaliser les activités également adaptées (par ex le système d'analyse d'eau permet d'être effectué par les ASUREP).

Les réhabilitations sont prévues afin de maximiser le bénéfice coût/intervention. Le projet hérite cependant des infrastructures passées qui sur les réseaux de Lujambo, Nduba et Idjwi n'étaient ni suffisamment efficace, ni efficient vu la très faible capacité de gestion de ces réseaux (le nombre de borne fontaine est trop grand pour parvenir à porter les charges des fontainiers, les réseaux sont très étendus sur des habitats très dispersés et peu peuplés). Le projet, en connaissance de ces contraintes, agit de manière proactive en cherchant un modèle plus adapté de gestion. Les interventions sont prévues pour assurer le service à moindre coût comme c'est le cas à Cishado où le fonctionnement de la citerne jusqu'à présent non exploitée a été remis en usage par une régulation dite amont de faible coût de réhabilitation et pour autant efficace et adapté aux usages.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Malgré le démarrage lent de PROGEAU Sud Kivu, retardé par la passation du marché de travaux, le projet a su adapter en focalisant ses activités 2019 sur les modalités de gestions des ASUREP. Le retard sur le démarrage des activités travaux aurait pu avoir des conséquences néfastes sur l'accompagnement des ASUREP. En effet, si la fin des travaux restait dans la période couverte par les équipes, l'accompagnement ne l'était plus. Le ProGEAU a bénéficié d'un appui budgétaire supplémentaire dans le cadre du programme de transition, ce qui assure la présence de l'équipe jusqu'à la date de fin de convention, qui reste, elle, inchangée.

Les ressources de manière générale ont toujours été disponibles et correctement gérées dans les limites des budgets.

Les activités sont prévues pour être exécutées à temps et tous les principaux marchés sont en cours d'attribution. Les retards ne seront tolérés que sur une faible marge de manœuvre.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Tous les systèmes de distribution restent en mode gravitaire ce qui renforce la simplicité et durabilité. La durabilité financière sera vraisemblablement bonne sur les centres densément peuplés (Mwendo et le cas actuel de Cishadu). Cependant, en milieu rural, zone où la densité de bénéficiaires par borne fontaine est faible, la viabilité et la durabilité du système sont remises en question. La nature du bien proposée est cependant si vitale que la prise en charge en cas d'urgence est mobilisée par les communautés. C'est le cas des réseaux ruraux Lujambo et Nduba qui sont parvenus à se maintenir. Un système de gestion durable plus adapté est en étude en se basant sur une approche de caisse de dépôt. Les mesures apportées ne pourront être que bénéfiques. Les membres des ASUREP sont partout formés pour pouvoir s'occuper de ces réseaux.

Sur les zones plus densément peuplées, le prix de l'eau prend bien en compte le prix réel de revient à savoir les coûts de fonctionnement et de la maintenance des réseaux.



Enfin les DSPE donnent une autre dimension aux ASUREP car elles les placent comme des acteurs communautaires de premier plan dans la gestion de l'eau.

On relève la présence de réseau de la Regideso soutenu par Mercy corps/DFID qui traverse le réseau Cishadu. Une possible duplication remettrait en cause le fonctionnement du réseau, les échanges ont commencé afin d'analyser la situation et trouver des complémentarités.

1.1.5 Conclusions

On relève que :

- ⇒ Le projet est en phase d'exécution et présente une pertinence forte par rapport aux populations cibles en répondant à un de leur besoin vital ;
- ⇒ Les réhabilitations sont exécutées afin de maximiser les bénéfices coût/intervention et les ASUREP sont constituées pour qu'elles soient opérationnelles aussi bien en milieu péri-urbains qu'en milieu rural.
- ⇒ Les ressources sont disponibles et gérées dans les limites des budgets.
- ⇒ Les activités sont faites à temps et selon les planifications et elles répondent à des besoins identifiés.
- ⇒ La durabilité constitue un point d'attention particulier et s'est beaucoup améliorée en raison de l'alimentation des réseaux en eau potable et des capacités de gestion des ASUREP qui se renforcent sensiblement dans un cadre réglementaire désormais défini par une convention de délégation DSPE.

Intervention Manager Enabel	Coordonnateur du Projet Eau
	

3 Monitoring des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

L'issue des élections générales présidentielles, législatives et provinciales a levé les crispations observées durant 2019. Un vent nouveau de réchauffement des relations politiques et diplomatiques Belgo-Congolaises a été observé jusque dans les interventions aux niveaux des provinces et dans les travaux sur terrain. Les déplacements dans le pays n'ont connu aucune restriction diplomatique.

La question sécuritaire, bien que fragile, n'est plus un obstacle majeur pour notre intervention sur terrain.

Cependant, l'alerte d'une éventuelle propagation de la maladie à virus Ebola à Goma et dans la province du Sud Kivu a empêché le personnel Enabel de se déplacer à Goma. A ce jour, cette maladie semble être contenue dans une zone autour de Beni et dans l'Ituri.

Les autorités, locales comme nationales, n'interfèrent plus de manière directe dans les activités des ASUREP comme c'était le cas en 2018. Néanmoins, une partie de la population, en créant son propre comité pour la gestion de l'eau, influence négativement les activités de l'ASUREP de Lujambo.

Le nombre d'intervenants dans le secteur de l'eau au niveau de la province n'a pas changé et leurs actions restent toujours sans coordination. En plus il n'y a pas, de la part des autorités provinciales, un effort pour mettre en place cette coordination des actions dont tous les intervenants ont besoin et attendent. C'est dans ce contexte que l'organisation Mercy Corps avait endommagé une partie de la tuyauterie du réseau de Mwendo et est venue « dédoubler » le réseau de Cishado.



Mesurage de débit



Travaux de réhabilitation de la remise en état du réseau de Mwendo

Sur le plan purement sanitaire, le Sud Kivu reste une zone endémique. Les cas de choléra ont été enregistrés à travers toute la province du Sud Kivu, désormais zone endémique reconnue.

Les statistiques constituent toujours un défi majeur. La population de la zone couverte par le programme a été évaluée en considérant l'emprise des réseaux existants (rayon de 250m par BF en péri urbain et 500 m en rural), sur une combinaison d'images satellites avec confirmation par enquêtes. Les données transmises par les centres de santé ainsi que les autorités n'étaient pas de précision suffisante (issue du dernier recensement en 1984 extrapolées par un taux de croissance de 3% par an). Un total d'environ 110 000 personnes constitue la population cible.

Ce tableau pourra effectivement changer l'année prochaine car la population desservie par le réseau de Mwendo Mudaka a été sous-évaluée (notamment par des ramifications de villages). C'est un réseau qui s'étend sur plus de 27km et dont le terminus est constitué par une population qui devra exploser si l'eau arrive à l'UCB. Pour le moment, cette population cible se répartit par réseau comme suit (tableau 1) :

Tableau 1. Répartition de la population bénéficiaire par réseau

Réseau	Effectif
Cishado-Buhozi	50 525
Lujambo	11 362
Mwendo Mudaka avec Miti en ajout	63031
Nduba	8245
Île d'Ijwi (Nduba, Katonda, Nyakaliba)	6916
TOTAL PROGEAU Sud Kivu	108 772

En 2018 Enabel a collaboré avec les Ministères provinciaux sectoriels du Sud Kivu, principalement ceux des Ressources Hydrauliques & Electricité et du Développement Rural, deux institutions étatiques en charge de l'eau dans la province. En 2019, cette collaboration s'est intensifiée par des interventions communes sur le terrain en termes de renforcement des capacités des ASUREP, de participation aux AG, d'implication dans la résolution des conflits, de la formation des CA et des UG, de la vulgarisation de la loi sur l'eau et de la réception de tous les ouvrages dans les différentes ASUREP.

Ce climat de bonne collaboration est assuré sur terrain par une double implication du Chef de Division en charge des Ressources Hydrauliques et Electricité et le Coordonnateur Provincial du SNCOOP qui représente l'Inspection du Développement Rural.

Au-delà des institutions de l'Etat, le projet collabore également avec l'Eglise Catholique (à laquelle l'université catholique de Bukavu est prévue d'être connectée) dans la province. L'entente améliorera la suite des travaux surtout lors des grands travaux sur le réseau de Mwendo-Mudaka. L'église catholique témoigne à plusieurs reprises de sa volonté de s'impliquer dans les animations.

Il est cependant important de signaler qu'il n'y a pas toujours une compréhension commune entre les ministres et le chef de division ou l'inspection car pour certains ministre la fonction de l'ASUREP n'est pas encore comprise et la compréhension sur la tarification du coût de l'eau encore imprégnée de plausible subvention, qui n'existe pas. La communication permanente est un défi continu.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Le projet est ancré au Ministère du Développement Rural et au Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité au niveau de la coordination de Kinshasa. Le partenaire étatique est le Gouvernorat de la Province au niveau du projet

Le Comité de Pilotage (COPIL) est présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural avec un représentant du Ministère du développement rural et du Ministère ressources hydraulique et énergie

- Une attribution de subsides est en vue et, pour le DAO des grands travaux à Mwendo Mudaka et Lujambo, l'évaluation est en cours et l'attribution pourra intervenir en début 2020.



Déroulement du COPIL du 27/11/2019, le président et Secrétaire Général du Minider, la représentante adjointe d'Enabel et le coordonnateur de ProGeau RDC.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le projet est géré en régie, pas délégation, ni de co-responsable congolais.
Le projet est accompagné par une coordination nationale.

Tous les marchés sont gérés sous marchés publics avec une procédure de marché public selon la législation FED excepté pour les fournitures qui restent sous la législation Belge (inscrit dans la Convention spécifique) dès que les montants dépassent 20 000€.

Concernant le comité de pilotage, le règlement d'ordre intérieur a été validé en 2017 lors du COPIL d'ouverture.

On relève que les exécutions de marchés de travaux principaux (Mwendo -Mudaka et Lujambo) seront suivies par une maîtrise d'œuvre recrutée sur marché public.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5 réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la Province du Sud Kivu						
Indicateurs	Site / réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale ²
Consommation spécifique (l/j/pers)	Cishado-Buhozi	1,3	2,5	4	-	10
	Lujambo	n c				10
	Mwendo Mudaka	n c				10
	Nduba	n c				10
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola et Nyakaliba)	n c				10

Valeur cible de la "Population" confère § 2.1.1 tableau 1, est figée jusqu'à la fin du programme et considérée égale à la donnée issue de l'étude Baseline 2018 afin d'évaluer l'évolution de la consommation réelle en évitant de conditionner l'évolution par mouvements de population (à la hausse comme à la baisse).

La valeur de référence de la consommation spécifique est le ratio du volume vendu / population.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le processus de changement prôné par ce projet envisage, par des activités d'appuis et des travaux de réhabilitations, d'augmenter la disponibilité et l'accès à une ressource en eau de qualité et durable afin d'améliorer durablement les conditions de vies des populations ciblées.

L'accès à l'eau par les populations se mesure par un indicateur de consommation spécifique (l/j/personne), qui indique non seulement le fait que la population a accès à de l'eau en quantité et en qualité mais aussi que cette population est prête à acheter cette eau, ce qui permet de garantir la durabilité du changement impulsé.

- Progrès réalisés par rapport à l'Outcome :

Le rapport 2018 avait conclu cette partie en disant : « Afin d'améliorer la consommation spécifique, un travail de suivi sera fait à la production (débit captage, réparation de fuite, ...) ainsi qu'à la distribution (monitoring du suivi de paiement aux points d'eau, réparation des fuites, ...) ».

Il est question d'expliquer comment l'ASUREP et son réseau sont passés à une consommation spécifique de 2,5l/jour/habitant en 2018 à 4l/j/h en 2019 dans le réseau de Cishadu-Buhozi

Travail de suivi de la production

La valeur cible est de 10 l/jour/personne mais pour Cishadu Buhozi et Nduba, le débit de production "source" est déjà le premier facteur limitant et ne devrait pas permettre plus de 6l/j/pers à Cishado et 9l/j/pers à Nduba. On relève qu'à Cishado-Buhozi, des discussions pour améliorer le débit sont en cours avec le propriétaire du marais où la source est localisée. Il bloque cependant tout accès. (La notion de propriété privée est bien au-dessus du bien public.) La Chefferie n'a pas de poids, d'autant que le réseau et la source sont sur deux chefferies séparées. Il a fallu sur le projet « water facility » l'intervention de l'armée pour y parvenir. D'autres possibilités sont étudiées, elles sont surtout nécessaires en saison sèche, le reste du temps le débit couvre largement les besoins. Par contre, en ce qui concerne les travaux de sécurisation, (les gaines ou fourreaux sont posées ainsi que les organes hydrauliques de régulation afin de permettre une régulation en amont en assurant ainsi que la citerne de 200 m3 se remplisse (ce qui n'était pas le cas depuis le début du projet, la cuve ne pouvait jamais se remplir). Ainsi, le réseau assure un débit suffisant pour la quasi-totalité de l'année. Le système de régulation et maintenant correctement géré par l'ASUREP, qui manipule avec compréhension l'ouverture et fermeture au regard des besoins. Enfin, une première série de travaux de réparation ont été réalisés afin d'arrêter les fuites. D'autres fuites sont identifiées et feront également l'objet de réparation.

A Nduba, le captage a été consolidé et sécurisé mais le débit n'a pas significativement changé. Une autre possibilité de captage, plus en amont de l'actuel est en phase d'étude technico financière.

Suivi de la distribution

La question de la distribution a préoccupé l'ASUREP. C'est ainsi que des compteurs ont été fixés sur toutes les bornes fontaines et sur tous les branchements privés. Il sera tout simplement question de gérer les index et de rentrer dans une gestion professionnelle.

Tout ceci a été fait et Cishado ne donne que 4l/j/h.

Les données de suivi de consommation sur les zones villageoises (Nduba/Lujambo/Idjwi) ne sont pas possibles car actuellement aucun compteur n'est installé ; les bornes fontaines de Lujambo sont encore en écoulement libre permanent (faute de surpression au risque sinon de rupture des canalisations).

Comme mentionné dans le rapport de 2018, le réseau de Kizibaziba de l'île d'Idjwi n'est plus fonctionnel (donc non repris). En effet, le captage de source a été détourné vers un centre de santé par la Monusco. A Idjwi on a regroupé les 3 mini-réseaux de Katonda, Nyakaliba et Nkola

en une seule ASUREP.

Sur les zones rurales, la consommation devrait à priori être supérieure vu que l'accès est libre (paiement au forfait vu l'impossibilité de couvrir les charges des fontainiers, (le ration fontainier/bénéficiaire bien trop faible de l'ordre de 200 à 300 pers alors que la rentabilité exige 'un minimum de 1000 pers/fontainier.)

- Le changement recherché devrait aboutir partiellement

A ce stade, il semble important de remarquer que les cibles de distribution d'eau, basée sur une consommation de 10 L/hab./jour n'est pas accessible pour Cishado-Buhozi, le maximum actuel que l'on peut atteindre est de 6l/j/pers (en se basant sur le débit de la source, mais le critère ne change pas car des possibilités d'autres sources pourraient se matérialiser). Cependant, d'une part, des prospections sur de nouvelles sources sont en cours et, d'autre part, le réseau de la regideso/MercyCorps pourrait potentiellement amener au réservoir secondaire (50m3) la possibilité d'être alimenté « en gros ».

Les enquêtes réalisées pendant l'étude Baseline révèlent que les gens consomment de l'ordre de 20 à 25 litres par jour et par personne. Cette eau provient de plusieurs autres sources (rivière, eau de pluie, puits traditionnels, ...) et donc pas uniquement du captage, seule source d'eau payée.

A ce jour, au regard du pouvoir d'achat des populations, rare sont les possibilités de dépasser les besoins primaires d'eau de boissons et éventuellement de cuisine. La consommation d'eau payée ne dépasse que très rarement les 5 L/hab./jour.

La quantité d'eau consommée sera donc analysée au regard des changements de comportements, mais des grandes variations ne devraient pas être présentes vu le trop faible pouvoir d'achat. (L'étude Baseline relevait qu'en moyenne le coût de l'eau est de l'ordre de 5 à 10% du budget de la ménagère.)

Ci-dessous quelques activités menées :

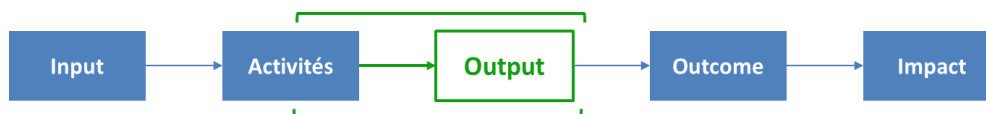


Prélèvement d'un échantillon pour analyse Nduba



Installation des organes de régulation Cishado

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Issue de la Baseline et avait subi quelques modifications, seuls les indicateurs ayant un lien avec le processus de changement sont déclinés ci-dessous :

Output 1 : Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées						
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline 2018 (BF présentes)	Valeur année 2018 (Bornes fontaines réhabilitées)	Valeur année 2019 (Bornes fontaines réhabilitées)	Cible année 2021 (BF réhabilitées)	Cible finale totale (Anciennes et réhabilitées)
Nombre de bornes fontaines fonctionnelles*	Cishadu-Buhozi	45	0	0	2	47
	Lujambo	20	0	0	23	43
	Mwendo Mudaka	0	0	1	42	42
	Nduba	20	0	0	5	25
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	23	0	0	23	46

*Le fonctionnement des bornes fontaines corrobore le fonctionnement opérationnel du réseau

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ³	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁴	En sérieux retard ⁵
1. Préparation de DAO pour les grands travaux de Mwendo et Lujambo		X		
2. Processus d'appel d'offre contrôle et suivi des travaux		X		
3. Pose de gaines, fourreaux et organes hydrauliques		X		
4. Captage de Nduba		X		
5. Travaux de plomberie sur Mwendo remise du réseau à l'Etat initial		X		
6. Attribution des grands travaux Lot 4 Lujambo et lot 5 Mwendo-Mudaka			X	
7. Travaux de pose de la tuyauterie lot 4 Lujambo et lot 5 Mwendo-Mudaka			X	

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

- Les captages de sources sont déjà effectués et fonctionnels. A ce niveau une seule intervention à Nduba a été réalisée afin d'augmenter le débit actuellement trop faible. La perspective avait été de d'augmenter le débit déjà faible de 0,5l/sec à 0,7l/sec mais bien que les travaux de captage aient été faits (nouvelle boîte, rabattement) le débit actuel n'a quasi pas changé, rien de significatif (0,55l/sec). Il a été envisagé de capter

⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

une autre source « Kamarhenda » qui est en amont et dont le débit est double. Ces travaux constituent la 3^e priorité après les « grands » travaux de Mwendo et Lujambo.

- Pour Cishado, comme mentionné, des discussions sont en cours avec le propriétaire de l'endroit où une nouvelle source est localisée. Les fourreaux et les organes de régulation type ventouse ont été installés. Les autorités locales et celles de l'Eglise Méthodistes de Mukhu discutent encore pour faire accepter la possibilité de capter plus d'eau vers ce réseau rentable.
- A Lujambo, des protections ont été posées : gaines ou fourreaux et un organe de protection purge hydraulique. Et à Mwendo, le réseau a été remis à l'état initial au moins pour garantir l'écoulement d'eau à minima la borne fontaine n°4 (zone bien peuplée et attende de ces populations)
- Le DAO pour les « grands » travaux à Mwendo-Mudaka et à Lujambo ont été publiés, l'analyse des offres est en cours. Les études hydrauliques ont été menées en 2018 et remises en début 2019. La publication du DAO a pris du temps lors de la phase de rédaction des parties administratives et des attentes ANO du siège. Après quelques questions, mais plus d'un mois écoulé, le DAO a été publié en août. La phase d'évaluation est en cours. Elle s'est effectuée en concertation avec la Cellule de marché public en laissant au projet le soin de valider comme il en a fait requête. Cette démarche de bon sens a permis d'accélérer significativement les étapes. Le projet reste toujours plus directement concerné que ne l'est la cellule MP présente pour tous.
- La rallonge budgétaire permettra de combler un déficit budgétaire identifié lors de l'étude détaillée effectuée en début 2019. La rallonge budgétaire assurera également que les travaux ne soient pas terminés sans avoir une phase d'accompagnement des ASUREP en exploitation réelle. La rallonge budgétaire a été validée en COPIL 2019 et au Compar 2019.

Quelques autres travaux de réhabilitation avaient été réalisés sur le réseau Nduba, notamment au second réservoir, celui de 20 m³ (en état initial insalubre et fragile), certaines BF et l'installation d'une chambre de vanne au réservoir de 30 m³



Réservoir 20 m³ du réseau Nduba



Mesure de débit sortie citerne de 30m³ Mwendo

3.4 Performance de l'output 2

3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP						
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé	Cishado-Buhozi	0	3	12	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Lujambo	0	2	12	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Mwendo Mudaka	0	1	6	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Nduba	0	1	12	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	0	2	24	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif
Existence d'une convention de Délégation entre ASUREP et le Territoire	Cishado-Buhozi	Non		1	1	Oui
	Lujambo	Non		1	1	Oui
	Mwendo Mudaka	Non		1	1	Oui
	Nduba	Non		1	1	Oui
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	Non		1	1	Oui
Compte d'exploitation tenu	Cishado-Buhozi	Oui	1	10	12	12/an
	Lujambo	Non	0	10	12	12/an
	Mwendo Mudaka	Non	0	0	12	12/an
	Nduba	Non	0	9	12	12/an
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	Non	0	0	12	12/an

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Accompagnement de l'équipe de gestion des ASUREP+ Appui à la constitution/redynamisation		X		
2. Formation des membres des ASUREP + appui		X		

3. Matériel pour analyse de la qualité de l'eau, acquisition des kits d'analyse formation.		X		
4. Réunion préparatoire pour fusionner les ASUREP de Idjwi Nord		X		
5. Appui Organisation AG électorale du CA de l'inter ASUREP Idjwi Nord		X		
6. Appuis AG Nduba, Cishado et Lujambo		X		
7. Appui pour une mise en place d'un comité type ASUREP à Miti Kabare		X		
8. Accompagnement ASUREP dans l'octroi de la personnalité juridique et de la DSPE		X		
9. Formation des ASUREP pour la gestion, comptabilité, tenu des comptes d'exploitation		X		
10. Formation sur le paiement des services de l'eau par Mobile money		X		
11. Formation des plombiers sur l'utilisation de la machine à fusion, détection des fuites et collage de PVC		X		
12. Analyses bactériologiques		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Comme le témoigne le tableau ci-dessus, les activités ont pris une bonne vitesse, un focus sur la qualité a été donné de manière générale dans l'appui à la gestion des ASUREP.

L'acquisition de kits pour les analyses bactériologiques avait été faite et les analyses ont commencé, opérées par les ASUREP (contrôle interne de coût financier abordable. Le contrôle par l'OCC ne permettrait pas plus d'un ou deux contrôles par an à défaut de 2 par mois comme cible.) D'autre part, l'OCC reste très en dessous des normes de qualité : des analyses effectuées sur la même eau et le même jour de prélèvement, ont été totalement différentes d'un centre à l'autre. La cible de 2019 n'a pas été atteinte mais le réseau de Mwendo n'est pas fonctionnel, seule la source a été analysée.

A Idjwi, le réseau doit avant tout parvenir à collecter les arriérés de l'eau distribuée aux branchements privés et dégager ainsi des revenus pour assurer l'achat en autonomie des Kits. Ce qui est prévu pour tous en 2020.

Par ailleurs, les sources de prélèvement de l'eau pour l'analyse ont été diversifiées. Les analyses portent sur des échantillons pris aux sources, sur quelques BF, à la sortie des réservoirs et chez l'habitant. Le débit généralement peu variable au cours de l'année montre une très faible vulnérabilité de contamination.

Aujourd'hui, toutes les 5 ASUREP ont tous les papiers ou documents officiels de fonctionnement en tant que délégataire : le F92, l'autorisation du Gouverneur, les statuts et les règlements d'ordre intérieur (ROI) et surtout la Délégation de services Publics d'eau la DSPE signée par le Gouverneur, l'ETD et l'ASUREP.

Ensuite, la tenue des comptes d'exploitation fait l'objet d'une plus grande rigueur. Cishado et Lujambo ont rendu 10 comptes d'exploitation sur 12. Nduba a rendu 9 comptes et Idjwi n'en a aucun (ce qui s'explique par le détournement de ces 3 petits réseaux, pour l'usage de quelques privés (dispensaire, personnalité, etc.)). Dans ce cas, comme dans tous les réseaux, des contrats

d'abonnement privés types, ainsi que la pose de compteurs d'eau doivent être placées. Les contrats et les démarches pour recouvrement sont en cours de finition. Le contrat stipule que la fermeture est la sanction en cas de non- paiement. Nous allons suivre l'évolution, mais Idjwi en particulier devra faire preuve de changement.



Coordonnateur avec membre CA Mwendo



Sa Majesté Mwami Kabare 3^e de droit avec l'équipe Enabel

Toutes les ASUREP sont dotées de la DSPE ; Elles sont des délégataires reconnus par l'Etat. Cette DSPE est un cadre réglementaire bien structuré qui définit les rôles de toutes les parties prenantes. Il est question maintenant de vulgariser cette convention auprès de toutes les parties prenantes pour s'assurer que chacun garde son rôle et assume ses responsabilités. Par exemple, il est important que l'ETD sache qu'elle ne peut pas laisser l'ASUREP seule dans la recherche des ressources hydrauliques supplémentaires. L'ASUREP fait le constat, et des propositions. L'ETD appuie et valide la mise à disposition. L'ASUREP ne doit pas acheter les terrains.

En 2019, les ASUREP ont fait près de 50% de comptes d'exploitation prévus soit 29/60, Mwendo restant non fonctionnel et Idjwi non géré. Ceci montre qu'elles (les ASUREP) commencent à rentrer dans la logique de la gestion et du rapportage. Ce compte d'exploitation reprend des rubriques comme le volume d'eau produit, le volume d'eau vendu, le volume d'eau distribué. Ces suivis seront facilités partout où l'eau est vendue au m³, comme Cishado et dans le futur Mwendo. Les autres ASUREP resteront sur un niveau plus faible, l'eau distribuée sortie de citerne sera connue mais pas en dessous. La vente au forfait ne le permet pas. Les compteurs ne sont pas installés sur ces BF (un coup de plus 10 000€ qui pour le moment ne se justifie pas, d'autant que les finances restent limitées).

A ce jour autant l'ASUREP Cishado maîtrise bien la vente, distribution, collecte de l'argent, autant les réflexions sur la répartition de l'eau post citerne, fuites, eau donnée gratuitement, ne sont pas maîtrisées ; la corrélation entre argent et débit n'est pas faite. Des progrès notables sont en cours grâce à la pose des compteurs.

Les ASUREP sont demandeurs de ces informations. Ces comptes d'exploitation traduisent la vitalité de ces gestionnaires et démontrent leur capacité d'évolution. Le cahier des index est à mettre en place. Il sera facilité par le paiement par vodacash, prévu à titre pilote d'ici le début d'année 2020 à Cishado.

Les questions de rentabilité et d'organisation commencent aussi à émerger, ce qui se traduit par des ASUREP qui cherchent à s'organiser différemment.

3.5 Performance de l'output 3

3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées						
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale

Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau	Cishado-Buhozi	Non		1		Oui/qualitatif
	Lujambo	Non		0		Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	Non		0		Oui/qualitatif
	Nduba	Non		0		Oui/qualitatif
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	Non		0		Oui/qualitatif
Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés	Cishado-Buhozi	0		0		Oui/qualitatif
	Lujambo	0		0		Oui/qualitatif
	Mwendo Mudaka	0		0		Oui/qualitatif
	Nduba	0		0		2
	Ile d'Idjwi (Katonda ; Nkola, Nyakaliba)	0		0		2

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ⁷	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁸	En sérieux retard ⁹
1. Formations pour la promotion de l'hygiène et bonne utilisation de l'eau potable		X		
2. Actions démonstratives en assainissement récupération des eaux des pluies, gouttières, citernes, water Wheel, campagne de sensibilisation, ouvrages d'assainissement		X		
3. Elaboration de DAO pour la mise en œuvre des activités hygiène et assainissement.		X		
4. Processus d'octroi des subsides, Appel à propositions			X	



Le chef de projet en visite à Nduba avec le CA et l'UG



Le Coordonnateur, chef Projet et Chef de Division RHE dans la sensibilisation sur la loi sur l'eau à Lujambo

⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

L'équipe opérationnelle a mis en place le DAO ou TDR pour l'appel à proposition sur les questions d'hygiène et d'assainissement dans les 5 réseaux.

La collecte des eaux de pluie est faite par des gouttières et pour un stockage dans les citernes dans toutes les zones d'interventions des réseaux, aux écoles et centres de santé.

L'appel à propositions prévu sous forme de subsides a été publié et le dépôt des propositions est intervenu le 16 décembre 2019. Les lignes directrice de cet appel avaient rejoint l'étude socioéconomique Baseline du projet qui avait montré quelques pratiques et dispositifs actuels en matière d'hygiène que pourront cibler les activités en mettant l'accent sur le lavage des mains, stockage de l'eau, l'assainissement des ordures ainsi que toutes activités à mener avec un comité hygiène.

A noter, lors de la Journée Mondiale des Toilettes pour la promotion de bonnes pratiques de lavage des mains, une caravane a été organisé à Mwendo avec la participation de tous les réseaux et l'implication des autorités politico - administratives de cette entité. Toutes les ASUREP étaient présentes à Mwendo Mudaka. On avait enregistré une affluence de la population, singulièrement des femmes et des jeunes, aussi des membres de dites ASUREP et, ceux des zones de santé de ce site d'intervention.

Par ailleurs, une campagne d'une journée sur la maladie à virus Ebola a été réalisée pour les membres des ASUREP et pour les familles des agents Enabel vivant au Sud Kivu. Les ASUREP sont ensuite à leur tour devenues des agents de la sensibilisation contre la maladie à Virus Ebola.

L'année 2020 sera celle de l'assainissement à l'hygiène. Avant mars 2020 les subsides seront attribués, sur une durée prévisible de 11 mois. A part quelques activités ponctuelles qui pourront faire partie du portefeuille annuel des activités de l'ASUREP, une grande partie de l'action sera consacrée à l'attribution des subsides.

3.6 Performance de l'output 4

3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées						
Indicateurs	Site/Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
Nombre de note de capitalisation	Projet	0		0	1	1

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁰	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹¹	En sérieux retard ¹²
1. Note de capitalisation			X	
2. Recrutement de la chargée de communication		X		
3. Conception et réalisation d'une BD		X		

La note de capitalisation qui porte sur « Les défis de l'Approche ASUREP dans le monde rural » est retardée le temps de laisser avancer les expériences pilotes de gestion de nos ASUREP dans ce milieu.

Une politique de communication avait été mise en place par la coordination et un plan de communication vis à vis des acteurs (au sens large) autour de la gestion. La chargée de communication a été recrutée courant avril et reste transversale aux 3 projets du programme eau.

Une bande dessinée (en swahili, tshiluba et français) a été conçue et réalisée par les 3 projets avec des thématiques qui pourront servir de supports didactiques dans nos interventions sur le terrain.

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

A ce stade le projet a enregistré des progrès :

- (i) Le projet s'est doté d'une politique de communication ;
- (ii) Le projet a recruté une chargée de communication ;
- (iii) La note de capitalisation est en cours ;
- (iv) Le projet a participé à la conception et à la réalisation d'une BD sur l'hygiène et l'assainissement Une note de capitulation est en cours sur le modèle gestion ASUREP en milieu rural.

¹¹ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹² Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

4 Suivi budgétaire

RESULTATS	BUDGET TOTAL (initial)	DEPENSES				Solde budgétaire	Tx par Résultat
		Année 2017	Année 2018	Année 2019	Budget Consommé		
R1	813 000	4 844	21 291	137 617	163 752	649 248	20%
R2	118 500	0	3 266	26 950	30 216	88 284	25%
R3	105 000	0	2 263	7 614	9 877	95 123	9%
R4	55 000	0	409	7 569	7 978	47 022	15%
Réserve budgétaire	22 750	0	0	0	0	22 750	
Moyens généraux	985 750	59 332	244 839	327 059	631 230	354 520	64%
Total	2 100 000	64 176	272 068	506 809	843 053	1 256 947	40%
Taux d'exécution/An	100%	3%	13%	24%	40%		

5 Risques et Problèmes

Il n'y a pas eu d'autres grands risques au cours de l'exercice 2019. Tous les risques connus et identifiés ont été suivis et atténués. La rallonge budgétaire a résolu les questions d'insuffisance budgétaire et de l'accompagnement des ASUREP pendant un temps suffisant après que les ouvrages leur soient remis. L'issue de nouvelles élections générales avait atténué la question de l'instabilité politique même si la situation reste fragile.

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Instabilité politique entravant l'approvisionnement des intrants, voire l'exécution du Projet (groupes armés)	24/01/2019	DEV	Faible	Faible	Faible

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Suspension momentanée du projet jusqu'au rétablissement de l'ordre public ou de bonnes conditions de travail Proximité du Rwanda et Burundi permettant un approvisionnement.	DEGERNIER Philippe	20/12/2019	Les Elections ont eu lieu sans désordre public.	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le budget réel des travaux pourrait dépasser le budget estimé	12/02/2019	OPS	Moyen	Moyen	Faible

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
L'étude détaillée bureau d'étude prévoit un montant des travaux au-delà du budget projet. Le DAO sera en tranches fermes et conditionnelles, des choix seront certainement à prévoir.	PROD'HOMME Jean	23/10/2019	Dao en phase finale de rédaction. Nous attendons de voir ce que les offres proposent et, une rallonge budgétaire de 250000 Euros pourront réduire ce risque.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La date d'exécution du projet est proche de la limite de la date d'expiration de la convention spécifique	12/02/2019	OPS	Fort	Faible	Faible

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
La fin des travaux devrait être dans les délais mais la période d'accompagnement des ASUREPS déjà très sera collé à la date de la fin de CS.	PROD'HOMME Jean	18/08/2021	Une proposition d'allonge budgétaire devra permettre de réaliser les travaux et assurer une phase de suivi et d'accompagnement des ASUREP	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le réseau de Cishadu a été dédoublé par un réseau puissant de Mercy Corps, Congo Maji et Regideso	10/11/2019	OPS	Fort	Fort	Fort

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Dialogue avec Mercy Corps Congo Maji et Programme Imagine. Rencontres et échanges des documents. Proposition de voir un partenariat s'initier.	PROD'HOMME Jean & E. BISIMWA	22/12/2020	Les échanges sont encore au début, il est question de formaliser la proposition de partenariat	En cours

Problèmes et leur gestion

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les parcelles ou terrains sur lesquels devront être érigés les ouvrages ne sont pas rendus disponible à temps.	15/10/2018	DEV	Moyen
Action(s)	Resp.	Progression	Statut
Sensibiliser les autorités provinciales, urbaines et locales, ainsi que les bénéficiaires à travers des contacts directs et réguliers.	BAHATI BIRINDWA Jules	Demande de mise à disposition des terrains sur lesquels seront érigés les ouvrages des réseaux d'eau potable Les solutions ont été trouvées pour 4 ASUREP sauf pour Lujambo où l'acte de session existe mais qui n'est pas notarié. Le processus pour notarié cet acte est en cours.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question		Impact potentiel
Les ASUREP " rentables " sont convoitées par des autorités locales (cas actuel de Cishadu)	14/11/2018	DEV		Moyen
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Demander une intervention des autorités provinciales pour régler ces questions Faire connaître l'importance des ASUREP dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau. Développer une relation de transparence entre l'ASUREP de Cishadu et les autorités.	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	Actuellement il est question de résoudre les questions de Lujambo : Prix de l'eau, la mise en place de l'UG et la réduction des interférences extérieures. Le CA de Cishadu devra consolider ses comptes d'exploitation et les ouvrir aux parties prenantes concernées.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Risque de devoir recourir aux entreprises locales (coûts surestimés, manque de compétences des entreprises...)	04/11/2018	OPS	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Assurer un DAO sans saucissonnage, regroupant tous les travaux+*	PROD'HOMME Jean	15/10/2019	DAO a été rédigé et on en est au stade d'évaluation des offres	Accompli

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Implication faible des autorités locales et provinciales. Aujourd'hui Juillet 2019 il y a de plus en plus une implication des autorités locales et provinciales	01/10/2018	REP	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Négociation, plaidoyer pour une plus grande implication des autorités provinciales et locales. Plus ces autorités sont impliquées, plus elles portent le projet.	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	La progression est très bonne par le biais des Ministères de développement rural et des ressources hydrauliques et électricité qui sont impliqués dans les travaux du projet sur terrain au travers du Chef de division de Ressources Hydrauliques et Electricité (RHE) et de l'inspecteur de Dév Rural.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Difficulté pour trouver des ressources humaines nationales	03/09/2018	OPS	Faible	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Flexibilité sur les mécanismes de recrutement (profil orienté sur des compétences acquises par expérience) Appui de la coordination nationale, permettant la continuité en cas d'absence du chef de projet	PROD'HOMME Jean	30/06/2019	Le chef de projet a été recruté	Accompli
Présence d'un nouveau chef de projet	BISIMWA GANYWA Etienne	16/12/2021	Le chef de projet accompagne chaque membre de l'équipe dans ses actions et la compréhension de son travail	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
L'offre de service (distribution à la BF, horaire d'ouverture, mode de paiement, gestion communautaire...) ne répond pas à la demande des usagers	31/10/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Accompagnement et renforcement des ASUREP dans la gestion	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021		En cours
Renforcement des particularités des milieux ruraux	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	La progression est bonne, nous allons vers les contrats caisse de dépôt, contrat abonnement groupement villageois.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
La qualité des infrastructures réalisées est mauvaise	01/12/2018	DEV	Faible	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Rigueur dans le suivi et contrôle de travaux par DPO, BE et équipe du Projet Possibilité d'effectuer les travaux en Régie	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	15/07/2020	La qualité de l'eau est bonne. Nous pouvons assurer aujourd'hui que les populations couvertes par les ASUREP prennent l'eau de qualité. Ceci est une conséquence de la qualité des ouvrages. Un appel d'offre pour le suivi et le contrôle des travaux va être lancé. Les TDR sont prêts.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service ; Manque de temps pour accompagner les ASUREP. Aujourd'hui juillet 2019 il y a un accompagnement de proximité des ASUREP dans la maintenance des ouvrages par le projet.	10/09/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
La durée de l'accompagnement des ASUREP fixée à deux années après la mise en service d'un réseau est absolument nécessaire. Mise en place de mécanisme de stratégie de sortie de l'appui. Bien suivre le budget pour prévoir de couvrir la fin projet	PROD'HOMME Jean	16/12/2021	La rallonge budgétaire permettra le dispositif d'accompagnement jusqu'à la fin du projet.	En cours
Formation des plombiers	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	22/12/2020	Une première formation de maintenance des réseaux a eu lieu en Q4 2019. En plus les travaux de remise en état des réseaux sont faits avec les plombiers locaux. Ces expériences renforcent leurs capacités	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Les utilisateurs refusent de payer pour l'eau en milieu rural (Lujambo, Nduba, Idjwi Nord) et semi-urbain (Mwendo Mudaka, Cishado). Aujourd'hui à Lujambo et Nduba les usagers contribuent timidement par un forfait mensuel fixé par l'AG de l'ASUREP. A Cishadu les usagers payent à la prise.	11/10/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Sensibilisation des usagers, médiation et implication des autorités Privilégier les systèmes gravitaires simples et robustes	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020		En cours
Conception, mise en place et signature des contrats de groupes autour des Bornes Fontaines	BAHATI BIRINDWA Jules	31/03/2020	Lujambo et Nduba la signature des contrats est en cours, le problème est compliqué à Idjwi mais des médiations sont en cours	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Les écoles, les centres de santé, les établissements publics ou les usagers possédant un branchement privé refusent de payer pour le service de l'eau	04/10/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Activités de sensibilisation, contractualisation avec cautionnement, imposer le paiement et procéder à la coupure si nécessaire	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020	Pourparlers et rédaction des contrats début d'exécution à Cishado	En cours
Commande et mise en place des compteurs.	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/06/2020	Les compteurs sont commandés, ils seront placés et les Branchement Privés pourront payer au m3. Les nouveaux contrats sont en signature.	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Risque de voir des clivages politiques ou ethniques interférer dans la gestion communautaire	05/10/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Susciter des médiations	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020		En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Une forte pression sur la ressource en eau est exercée et/ou la ressource en eau est insuffisante	03/09/2018	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Rechercher des ressources en eau complémentaires	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/06/2020	La consolidation de la source de Nduba vient de prendre fin	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Risque d'insuffisance budgétaire suite aux variations du taux de change Euro-Dollar américain	06/11/2018	FIN	Nul	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Passer les marchés en Euros.	PROD'HOMME Jean	30/06/2021		En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Les appels d'offres sont infructueux	04/12/2018	OPS	Faible	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Les appels d'offres seront aussi ouverts, large publicité sera faite ; Des mesures visant à réduire les risques pris par l'entreprise sont introduits	PROD'HOMME	N/A	Les offres sont disponibles depuis le 20 oct. 2019 pour le marché principal et	

	Jean		devraient assurer attribution	
--	------	--	-------------------------------	--

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Décision de restriction budgétaires concernant l'ensemble des projets de l'agence Belge	04/10/2018	FIN	Faible	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Limitation des dépenses non indispensables, décalage des actions de démarrage	PROD'HOMME Jean	22/12/2019	Il n'est plus prévu de limitation de budget, ni de glissement inter annuel	Accompli

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Fragilité des structures locales de gestion des points d'eau par rapport à l'appréciation initiale	05/09/2018	OPS	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Renforcer les capacités des structures de gestion d'eau comme ASSUREP par des prestataires de services professionnels	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021	L'ASUREP Cishado est un exemple...mais les autres ASUREP souffrent d'un mode de vie en zone rurale, sur des habitats très dispersés, rendant non compatible la gestion sur le principe ASUREP, unité de gestion et vente au bidon. Des adaptations sont indispensables	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Récupérer l'eau destinée au réseau Mwendo -Mudaka actuellement consommée par l'agglomération de Miti	15/06/2019	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Remettre en état initial le réseau de Mwendo et créer une ASUREP à Miti	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2020	Un travail est effectué pour assurer de manière temporaire le fonctionnement des quelques BF possibles sur le réseau dans l'état actuel de manière à attendre les travaux qui prendront encore une année. Progression encourageante car l'eau est déjà à la borne Numéro 4 au niveau du bureau de l'ASUREP de Mwendo	En cours

Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Dédoublement par d'autres acteurs de nos réseaux par des grands volumes d'eau. Cas Cishado Mercy Corps.	01/11/2019	DEV	Moyen	
Action(s)	Resp.	Échéance	Progression	Statut
Prise de contact avec Mercy Corps - Congo Maji pour voir ensemble les possibles synergies sur terrain	BISIMWA GANYWA Etienne	31/12/2020	Une visite de Congo Maji a eu lieu au terrain et le chef de projet Enabel a visité Mercy Corps et Congo Maji à Goma. Un échange des documents a eu lieu. Une visite a été aussi faite à la Régideso pour comprendre les enjeux en place.	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

6.2 Avec les projets pour tiers

Dans le Sud Kivu il n'y a pas de mission pour mandants tiers exécutées par Enabel. Ici il n'y a rien à signaler.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Complémentarité interne aux 3 projets EAU qui développent des synergies continues afin d'atteindre les 4 résultats de l'intervention.

- Résultat1: ProgEau Maniema et Sud Kivu ont fait un DAO commun qui comprenait tous les 5 lots des grands travaux qu'ils exécutent. Tout le processus de publication, et d'évaluation aura été commun. Les commandes des matériels de plomberie comme les compteurs domestiques, les compteurs volumétriques et les vannes, ventouses se sont faites en commun pour les trois projets.
- Résultats 2 : les trois projets ont travaillé ensemble sur le projet de convention de la DSPE, sur le projet de contrat des embrachements privés et sur le rapportage mensuel des ASUREP. Le partage d'information sur la constitution et le renouvellement des Assemblées générales au niveau des ASUREP est continu.
- Résultat 3 : les lignes directrices sur les subsides et la bande dessinée ont été rédigées en commun.
- Résultat 4, les synergies se sont orientées vers le partage d'information entre les projets pour la réalisation de notes de capitalisation. Une première note est sortie sur le système de production du clore insitu par un système photovoltaïque à Mbuji Mayi.

Une autre possible complémentarité : Le réseau de Cishado a été traversé dans sa grande partie par le réseau de la Regideso sous maîtrise oeuvre de Mercy Corps financemen DFID et leur prestataire gestionnaire Congo Maji. Un dialogue s'est engagé entre Mercy Corps, l'ASUREP et Enabel, afin de mutualiser les efforts et les énergies et de ne pas faire de duplication sur terrain afin d'assurer complémentarité et non compétition. L'idée avancée est que Cishadu fasse la gestion dans la zone de son réseau. Il y a eu des échanges des documents et des réunions ont eu lieu à Bukavu et à Goma.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Ce projet d'Enabel est construit de manière aussi neutre que possible pour l'environnement. Tous les captages sont gravitaires et ne nécessitent aucune source d'énergie.

- Le prélèvement d'eau dans les captages prend en compte la nécessité d'un prélèvement partiel (Loi de la RDC) qui assure de ne pas assécher les zones humides concernées ou écosystèmes. Les habitants environnants ont toujours une eau pour leur usage (source aménagée ou puits pour les populations riveraines, étangs piscicoles, champs d'haricots, nettoyage des récoltes, etc.) ;
- Les membres des ASUREP, seront formés à l'assainissement des points d'eau comme les sources captées & les BF, à la préservation de la qualité de l'eau potable et à la lutte anti

érosive en vue de la protection des ouvrages hydrauliques qui seront construits ou déjà réalisés ;

- Les activités permettant la promotion de l'hygiène et l'assainissement cherchent à promouvoir des techniques locales et utilisation des matériaux locaux afin de faciliter la reproduction par les bénéficiaires. A cet effet, le projet accorde toujours une attention particulière afin d'éviter toute contamination de l'environnement par les contaminants comme excréments et autres purins d'animaux, les pesticides aux abords de captage, ..., tout cela est bien surveillé. Le projet instruit les ASUREP de clôturer afin d'éviter toute intrusion dans l'aire de captage ou aux abords des ouvrages hydrauliques par les humains ou les animaux, et même des pratiques des cultures qui nécessitent des traitements phytosanitaires (rouissage des maniocs par exemple). Au réservoir de Lujambo, au réservoir de Cishado, au Captage de Nduba, le projet a formulé ces recommandations aux ASUREP afin d'installer les clôtures en haies vives au Sisal (Agave) dont l'enracinement n'a pas d'incidence sur les ouvrages. Ceci a été effectivement réalisé par les ASUREP.

7.2 Genre

L'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement à des conséquences en matière de santé publique spécialement sur les conditions de vie des femmes et des petites filles et garçons. Les femmes et les enfants, petites filles et petits garçons, sont des bénéficiaires des réseaux d'eau potable en limitant leur corvée d'opérations de puisage par la proximité des points d'eau.

Le projet porte aussi une attention particulière à la représentativité des femmes dans les ASUREP afin d'approcher le taux de 50 % dans les structures de gestion et d'administration (renforcement du rôle social des femmes). Aujourd'hui, les femmes représentent, dans l'ensemble des ASUREP, 28% des membres. A Mwendo le chiffre monte à 44%. A Lujambo, l'indicateur « proportion de femmes dans le CA » est largement atteint, car après l'AG, le nouveau Conseil d'Administration est composé de 3 femmes sur 7 membres soit 43 %, et cela sans prendre en compte l'Unité de Gestion. Pour l'UG, dans tous les réseaux 95 % de fontainiers sont des femmes. Le résultat a donc déjà été au-delà de la cible de 25% ce qui est encourageant.

Malgré les barrières culturelles et parfois le faible pourcentage de femmes instruites, les ASUREP acceptent facilement d'intégrer la femme.

7.3 Digitalisation

La réalisation de l'étude Baseline du programme a permis de mettre en place une base de données contenant divers types d'informations, notamment celles relatives à la géo spatiale pour tous les réseaux, donc de la cartographie numérisée de chacun des réseaux.

Un Expert en SIG (Système d'Information Géographique) avait été recruté pour ce faire afin d'assurer la cartographie d'informations issues du suivi évaluation des activités des projets. En ce mois de décembre, il y eu une session de renforcement des capacités de nos deux ingénieurs et du Chef de projet sur le paramétrage de GPS, les techniques d'utilisation et transfert des données GPS via internet pour permettre aux techniciens du projet de mieux exploiter les informations géo spatiales issues de prises de terrain et de la collecte de nouvelles données sur les réseaux au moyen du récepteur GPS afin d'actualiser chaque fois (la mise à jour) la base de données du ProgEau. Les réseaux Cishado et Mwendo-Mudaka viennent d'être revisités.

Un appel d'offre a été lancé aux opérateurs téléphoniques pour organiser la vente par money mobile. Seul Vodacom avait répondu et aujourd'hui il est question d'utiliser MPESA pour l'achat de l'eau à la BF et pour payer les factures des branchements privés. Des documents ont été signés et les formations ont commencé. Cette digitalisation de la vente de l'eau va contribuer à la traçabilité des transactions et permettra de faire des rapports cohérents et d'améliorer la gestion des ASUREP.

7.4 Emplois décents

Comme précisé dans le rapport précédent, le fonctionnement même des ASUREP à un but d'économie sociale. En effet, la gestion communautaire de ces mini réseaux permet de générer localement quelques emplois. Dès lors que ces ASUREP fonctionnent correctement, quand elles se professionnalisent, il y a un nombre d'emplois qui sont directement liés à celles-ci : (i) 2 plombiers, (ii) une unité de gestion de 3 agents, (iii) 47 fontainières et (iv) un agent pour relever les indexes. Ceci fait 54 agents rémunérés modestement par ASUREP mais qui malgré tout bénéficie d'un revenu régulier dans un contexte d'emploi quasi exclusivement informel. Il est certain qu'avec le développement des activités liées au résultats 3 sur l'hygiène et l'assainissement, d'autres métiers pourront émerger.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Les bonnes relations avec les partenaires des ASUREP, qui voit en l'équipe d'intervention un partenaire plutôt qu'un chef ou un contrôleur est un succès de mise en œuvre. Cela favorise un climat de confiance. Ce n'était pas évident sachant que les ASUREP ont fonctionné seuls et qu'il a fallu recadrer le statut de l'ASUREP dans son rôle de Délégué service public de l'eau et non propriétaire des ouvrages. Cette notion essentielle n'était pas claire laissant un doute, ayant poussé à acheter des terrains alors que cela reste de la responsabilité de l'état, à concevoir l'ASUREP comme responsable du service public aujourd'hui comme demain, rôle dévolu à l'état non transférable. La Délégation des Services Publics Eau potable a recadré ces responsabilités, devoirs, redevabilité. La signature par les autorités et ASUREP est un véritable succès en se rattachant à la loi sur l'eau.

8.2 Les défis

- La croissance de la population de la RDC est rapide avec un taux d'au moins 3% l'an. Dès lors, avec un même débit, les ASUREP doivent faire face à cette croissance démographique. C'est le cas de Cishado-Buhozi et de Nduba. Très souvent c'est l'ASUREP qui cherche seule les nouvelles ressources en eau potable. L'ETD ne cherche pas avec l'ASUREP (cas Cishado-Buhozi, Nduba, Mwendo). Le défi est de parvenir à faire engager le partenaire ETD sur la mise à disposition des sources hydrauliques (discussion/expropriation.).

- Fragilité des réseaux malgré la DSPE. Risque de dédoublement, cas de Cishadu-Buhozi avec le réseau Regideso/ Mercy corps /coopération Suisse, la reconnaissance de l'ASUREP dans sa zone d'intervention reste un défi.

- L'adaptation du mode de gestion ASUREP au monde rural est un véritable défi. Il faut inventer l'ASUREP dans le monde rural où les revenus sont faibles et où la conception d'une eau que l'eau paye n'est pas courante. . . C'est dans ce sens que des contrats Borne Fontaine ou groupement villageois sont désormais envisagés. En ce sens, les familles autour d'une borne fontaine seraient dénombrées, un prix mensuel serait fixé par famille, toutes les familles signeraient le contrat.

- Faire consommer plus d'eau payée, plus régulièrement, changer les habitudes et permettre plus d'accès et assurer la maintenance du réseau. Plus on est nombreux à consommer l'eau régulièrement plus le réseau sera maintenu et plus le prix de l'eau pourra être moins cher, principe de « l'eau paye l'eau ». Ceci est le défi.

- La professionnalisation du service de l'eau (CA et UG) constitue un défi supplémentaire. Pour cela, d'une part, un travail sur la compréhension des rôles et la séparation des UG de leurs CA devra être réalisé, d'autre part, les ASSUREP doivent arriver à faire payer l'eau à l'ensemble des consommateurs (cas d'Idjwi où un hôpital prend 60% de l'eau produite). Dans ce sens, l'ASUREP doit arriver à faire signer un contrat à tout branchement privé, à mettre un compteur, à prélever des indexes, à émettre des factures au m³, et à appliquer des mesures strictes en cas de non-paiement. Le contrat d'abonnement type pour branchement privés a déjà été remis pour diffusion, une quarantaine sont déjà signés et le suivi à prévoir pour 2020.

- enfin, la redevabilité des ASUREP vis-à-vis des populations reste un point d'attention. Toutes les ASUREP ont renouvelé leurs CA et les membres des AG afin de remettre plus de légitimité. Ces modalités doivent être amenées à se renouveler.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

La question de la DSPE a été un apprentissage en termes des négociations avec les autorités, de la connaissance du contenu de cette DSPE, de la loi sur l'eau et de la ténacité de l'équipe Enabel et des ASUREP. Ce processus a permis aux membres des ASUREP de côtoyer les autorités et d'apprendre comment négocier.

L'autre question d'apprentissage est celle de la participation et de la représentation. Partout dans les zones couvertes par les ASUREP, les gens ont accepté de se faire représenter par 2 membres de leur village respectif. Ces deux membres parfois tirés au sort dans un pool de candidats volontaires afin de constituer l'Assemblée Générale et élire son Conseil d'Administration (tirage au sort est le principe de la démocratie antique, nombreux sont ceux qui considèrent que le tirage au sort assure une représentation plus importante que le vote et surtout bien plus simple à mettre en place)

8.4 Synthèse des enseignements tirés

La synthèse des leçons apprises est reprise dans le tableau ainsi que le public cible potentiellement intéressé par l'enseignement tiré.

Enseignements tirés	Public cible
<i>Un cadre réglementaire est indispensable pour bien définir les rôles et responsabilités de chacun des acteurs ASUREP, autorité.</i>	<i>Les autorités locales, les membres d'ASUREP, l'équipe Enabel et les membres de l'ASUREP</i>
<i>Les réseaux doivent prendre en considération lors des dimensionnements des critères sociaux (proximité, volume à desservir) mais aussi de rentabilité. Les critères de rentabilité n'ont pas été pris en compte des de nombreux réseaux rendant complexe une bonne gestion (trop peu de population par fontaine, trop peu vendu au regard du pouvoir d'achat et donc charge trop forte)</i>	<i>Enabel, autorités</i>

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

En 2019 deux modifications significatives ont été apportées à l'intervention qui sont la rallonge budgétaire qui avait entraîné un prolongement de temps de l'équipe d'intervention. L'ASUREP de Mwendo Mudaka s'étend sur plus de 27 Km et traverse des agglomérations comme Miti, Mudaka avec le grand marché, Chirogole Ndundazi, Cifuma et l'UCB. Il est important que cette ASUREP soit effectivement sevrée avant la fin du projet.

La deuxième modification est que l'équipe devra finir le travail en décembre 2021.

L'effet potentiel principal pour l'atteinte de résultat est que les travaux d'accompagnement seront suivis par le projet en termes des tous les 4 résultats et l'équipe aura suffisamment de temps pour suivre tous ces travaux.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage au cours de l'année et assurer le suivi de ces décisions.¹³

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
Le COPIL a entériné l'avenant au DTF avec les rallonges budgétaires et les planifications comme présentées avec les durées proposées incluant la prolongation des contrats des équipes, conformément aux planifications financières en annexe	27/11/2019	Comité de pilotage

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
Le site internet du Ministère de Développement Rural sera bientôt opérationnel et le Secrétaire Général invite le Programme Eau à poster toutes publications qu'il aura à communiquer dans le cadre de son programme ;	27/11/2019	Comité de pilotage

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
Assurer toutes les démarches pour lever définitivement toutes les contraintes de terrain avant exécution des travaux au Maniema et au Sud Kivu et rapporter le cas échéant	27/11/2019	Comité de pilotage

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Partant des constats faits dans les sections précédentes du rapport : Evolution du contexte au cours de la période de rapportage, progrès réalisés, il s'avère qu'il n'y a pas de réorientation à faire mais tout simplement une continuation de notre stratégie avec des accents différents. La seule chose qui nous paraît indispensable est celle de : Re-articuler l'approche ASUREP actuel qui fonctionne correctement en milieu péri-urbain sur un modèle adapté au monde rural.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
1. Que les ASUREP se professionnalisent par la maîtrise d'outils de gestion et intègrent les principes de rentabilité ;	Chef de Projet, Ingénieur Social et Ingénieur des travaux	Q4 2020
2. S'assurer que l'accompagnement post travaux avec les ASUREP se fasse dans un temps suffisamment significatif (indispensable)	Ingénieur Social et Chef de projet	Q4 2021

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.									
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>									
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	<table border="1"> <thead> <tr> <th>A</th> <th>B</th> <th>C</th> <th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>X</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	A	B	C	D		X		
A	B	C	D						
	X								
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?									
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>A</th> <th>B</th> <th>C</th> <th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>X</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	A	B	C	D		X		
A	B	C	D						
	X								
	A Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.								
X	B S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.								
	C Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.								
	D Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.								
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?									
	A Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).								
X	B Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.								
	C Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.								
	D La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.								

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.									
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B, pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>									
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	<table border="1"> <thead> <tr> <th>A</th> <th>B</th> <th>C</th> <th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>X</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	A	B	C	D		X		
A	B	C	D						
	X								
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?									
	A Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.								
X	B La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.								
	C La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.								
	D La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.								

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
	A Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
X	C Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
	A Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

10.2 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique du DTF a connu une révision lors de l'étude Baseline effectuée en 2018, pas de changement d'objectif ni des résultats, mais certes les indicateurs repris dans le suivi des résultats sont liés aux changements attendus ainsi repris dans Pilot. Chapitre 2, du point 2.2 jusqu'au 2.6. Ci-dessous le cadre révisé.

Objectif général / Objectifs spécifiques

OG : Les conditions de vie des populations rurales du Sud Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement

OS : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu

Indicateurs : Consommation spécifique : 10 litres/jour/habitant

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible finale 2021	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
R1 : La consolidation et la construction des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées	• Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de plus de 110000 bénéficiaires directs	0	4	• PV de réception provenant de travaux	- Les ressources hydrauliques sont suffisantes pour alimenter les réseaux, la qualité est très bonne - L'accès aux matériaux de construction de qualité est garanti - Les communautés bénéficiaires, l'administration, les ASUREP et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer
	• Nombre de captages opérationnels	0	1	• PV de réception	
	• Linéaire de réseau opérationnel (distribution et refoulement)	0	14160ml	• PV de réception	
	• Nombre de bornes fontaines fonctionnelles	108	194	• PV de réception travaux	
	• Nombre de compteurs aux Bornes fontaines	47	148	• PV de réception travaux	
R2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP	• L'ASUREP est opérationnelle	0 %	100 %	• Rapport ASUREP, enquête auprès de la population	- Les communautés de la zone d'intervention sont suffisamment motivées. - Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués - Les futurs élus des entités administratives ne vont pas nuire à la mise en œuvre du Projet - On trouve suffisamment des membres d'ASUREP qui disposent d'assez de capacités ou de pré requis.
	• Les statuts des ASUREP sont disponibles, notariés avec autorisation de fonctionnement	À vérifier	Oui ou 100%	• Documents juridiques	
	• Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponibles	0	2/an/ASUREP	• Statuts et PV de réunion AG, vérification sur terrain	
	• Proportion de femmes dans le CA	À vérifier	Au moins 25 %	• Convention signée	
	• Existence d'une Convention de délégation entre l'ASUREP et la Commune	Non	Oui ou 100%	• Rapport de Compte d'exploitation	
	• Une distribution en eau	Pas d'information	345 j cumulés		
		0	12 rapports/an/ASUREP		

	<p>annuelle sans longue période d'arrêt est assurée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compte d'exploitation tenu • Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé 	Pas d'information	24 rapports d'analyse/mois/ASU REP	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de Compte d'exploitation • Résultat d'analyse, dans le rapport mensuel d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Projet développe des synergies avec d'autres projets d'initiatives communautaires - Les membres des ASUREP commencent à faire eux-mêmes les tests bactériologiques
R3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées • Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau • Nombre de cas de maladies hydriques (choléra, fièvre typhoïde, diarrhée simple) • Campagne de sensibilisation à l'hygiène et santé réalisée • Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés 	<p>0 %</p> <p>Non</p> <p>Pas d'information</p> <p>Non réalisée</p> <p>0</p>	<p>100 %</p> <p>Oui ou 1/ASUREP</p> <p>Diminution du nombre de cas par année</p> <p>Oui</p> <p>2/ASUREP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport enquête auprès des concernés • Rapport épidémiologique • Rapport / carte • Infrastructures réalisées • Rapport trimestriel de l'ONG à qui sera attribué le subside 	<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation à qui les subsides seront attribués aura des compétences effectives et une bonne expérience en ce domaine - Une synergie est recherchée avec d'autres bailleurs ou projets d'appui aux actions communautaires - Les comités sont acceptés par la population - La stabilité politique et sécuritaire permet aux comités de fonctionner - La cohésion entre les membres est forte et stable pour assurer la pérennité des comités
R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maitrises d'ouvrages et de gestion communautaires sont capitalisées et disséminées.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de notes de capitalisation • Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation 	<p>0</p> <p>0</p>	<p>4</p> <p>4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Note de capitalisation • PV de réunions, documents liés à la préparation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres - Le Projet reste à l'écoute des évolutions relatives à la réforme du secteur, les capitalise et les dissémine

10.4 Aperçu des More Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	08/2021(estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	04/2020 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Non prévu

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

	Total 2017	Total 2018	Janv	fev	mars	Q1 2019	avril	mai	juin	Q2 2019	Juillet	aout	septembre	Q3 2019	Octobre	Novembre	Décembre	Q4 2019	PLANIFIE		
																			Tot 2019 (Q1+Q2+ Q3 réel + planifié)	Balance/2020 et 2021	
<i>Budget PROGEAU Sud kiv</i>																					
R1 : A_01	4 844	21 291	1 740	46 541	3 889	52 170	40 599	5 383	845	46 827	20 920	18 283	10 703	49 906	11 990	3 786	2 500	18 276	167 180	721 173	
R2 : A_02	0	3 266	0	588	0	588	214	5 319	845	6 378	4 310	5 266	3 798	13 374	1 671	1 865	2 500	6 036	26 377	162 500	
R3 : A_03	0	2 263	1 797	52	0	1 849	0	0	0	0	3 792	634	0	4 426	0	359	0	359	6 634	103 000	
R4 : A_04	0	409	0	0	0	0	45	64	0	108	822	2 996	646	4 464	790	52	0	842	5 414	24 700	
X : Reserve B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 750	
Z : MG	59 331	244 839	18 317	29 632	22 255	70 204	17 501	19 751	26 419	63 671	16 538	27 834	36 148	80 520	27 183	31 571	6 597	65 351	279 746	496 626	
TOTAL	64 175	272 068	20 057	76 173	26 145	122 375	58 100	25 134	27 264	110 498	37 458	46 117	46 851	130 436	39 173	35 357	9 097	83 627	485 351	1 530 749	

10.6 Ressources en termes de communication

Rédaction en interne de la note de capitalisation sur « Les ASUREP : Les modalités de gestion adaptée au monde rural »

Et par la Chargée de communication de :

- Plan de communication vis-à-vis des acteurs autour de la gestion des réseaux : Comprendre et partager les messages à communiquer ;
- Dépliants du programme et des 3 projets ;
- Brochure de vulgarisation de la convention de DSPE ;
- Article pour revue « L'eau en RDC » ;
- Diffusion de messages, reportages sur les réseaux sociaux Enabel, Facebook et Twitter ;
- Bande dessinée pédagogique
- Story telling « Les femmes à l'assaut des ASUR

